***Textes règlementaires :***

*Formation doctorale*

* ***Arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat.***

**MINISTÈRE DE L’ÉDUCATION NATIONALE, DE L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE**

**Arrêter :**

**Art. 1er. –** La formation doctorale est une formation à et par la recherche et une expérience professionnelle de recherche. Elle conduit à la production de connaissances nouvelles. Elle comprend un travail personnel de recherche réalisé par le doctorant. Elle est complétée par des formations complémentaires validées par l’école doctorale. Elle porte sur des travaux d’intérêt scientifique, économique, social, technologique ou culturel. Elle est sanctionnée par la délivrance du diplôme national de doctorat. Le diplôme, délivré par un établissement public d’enseignement supérieur accrédité, confère à son titulaire le grade et le titre de docteur. Le diplôme de doctorat peut s’obtenir dans le cadre de la formation initiale et de la formation tout au long de la vie. Les compétences spécifiques acquises au cours de cette formation permettent d’exercer une activité professionnelle à l’issue du doctorat dans tous les domaines d’activités, dans le secteur public aussi bien que privé. La formation doctorale est organisée au sein des écoles doctorales. Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique scientifique de site, il peut être créé un collège doctoral afin d’organiser à ce niveau la politique doctorale, de contribuer à sa visibilité et à la mutualisation des activités des écoles doctorales. Dans ce cas, une ou plusieurs missions des écoles doctorales, telles que définies à l’article 3 du présent arrêté, après accord de chaque école doctorale, sont transférées au collège doctoral auquel ces écoles doctorales sont associées. Les modalités de fonctionnement de ce dernier sont fixées par les établissements dont relèvent les écoles doctorales, membres de ce collège. Lorsque le travail de recherche est réalisé par le doctorant pour une partie dans une unité ou une équipe de recherche rattachée à l’école doctorale dans laquelle il est inscrit et, pour la partie complémentaire, dans un organisme du monde socio-économique ou culturel, non partie prenante de l’école doctorale, les conditions de l’alternance des périodes de travail et de celles de recherche font l’objet d’une convention. Cette convention prévoit les modalités de formation, d’accompagnement matériel, pédagogique et les modalités de certification, dans le respect des exigences de qualité requises par le présent texte. Elle est signée par le doctorant, le président ou le directeur de l’établissement d’inscription du doctorant, et le responsable de l’entreprise ou de l’organisme partenaire de l’alternance.

**Art. 2. –** Sous la responsabilité des établissements accrédités, les écoles doctorales ou les collèges doctoraux organisent la formation des doctorants et les préparent à leur activité professionnelle à l’issue de la formation doctorale. Ils regroupent des unités et des équipes de recherche d’un ou de plusieurs établissements. Une équipe de recherche participe à une seule école doctorale. Toutefois, à titre exceptionnel, une équipe de recherche appartenant à une école doctorale peut être rattachée à plusieurs écoles doctorales. Le périmètre des écoles doctorales tient compte du périmètre des regroupements prévus par l’article L. 718-2 du code de l’éducation.

Une école doctorale peut, le cas échéant, associer des unités ou des équipes de recherche relevant d’établissements n’appartenant pas au regroupement, après avis du conseil académique ou de l’organe en tenant lieu, de la communauté d’universités ou d’établissements, ou des établissements membres du regroupement.

**Art. 3. –** Les écoles doctorales: 1o Mettent en œuvre une politique d’admission des doctorants en leur sein, fondée sur des critères explicites et publics, informent les étudiants sur les conditions d’accès, les compétences requises, les financements susceptibles d’être obtenus, la nature, la qualité et les taux d’activité professionnelle après l’obtention du doctorat. Elles participent à la recherche des financements, en proposent l’attribution afin de permettre aux doctorants de préparer et de soutenir leur thèse dans les meilleures conditions; 2o Organisent les échanges scientifiques entre doctorants et avec la communauté scientifique; proposent aux doctorants des activités de formation favorisant l’interdisciplinarité et l’acquisition d’une culture scientifique élargie incluant la connaissance du cadre international de la recherche; 3o Veillent à ce que chaque doctorant reçoive une formation à l’éthique de la recherche et à l’intégrité scientifique; 4o Assurent une démarche qualité de la formation en mettant notamment en place des comités de suivi individuel du doctorant et proposent aux encadrants du doctorant une formation ou un accompagnement spécifique; 5o Définissent et mettent en œuvre des dispositifs d’appui à la poursuite du parcours professionnel après l’obtention du doctorat dans les secteurs public et privé et organisent en lien avec les services des établissements concernés le suivi des parcours professionnels des docteurs formés; 6o Contribuent à une ouverture européenne et internationale, dans le cadre d’actions de coopération conduites avec des établissements d’enseignement supérieur ou des centres de recherche étrangers; 7o Formulent un avis sur les demandes de rattachement d’unités ou d’équipes de recherche.

**Art. 4. –** Les écoles doctorales mettent en place des dispositifs spécifiques afin d’organiser une évaluation des cursus et des activités de formation qu’elles proposent, notamment au moyen d’enquêtes régulières auprès des doctorants. Cette évaluation est organisée dans le respect des dispositions des statuts des personnels concernés. Dans le cadre d’une démarche d’amélioration continue du cursus, les résultats des évaluations font l’objet de présentations et de débats au sein du conseil de l’école doctorale. Ils sont transmis à la commission de la recherche du conseil académique ou de l’instance qui en tient lieu.

**Art. 5. –** L’arrêté d’accréditation d’un établissement public d’enseignement supérieur emporte habilitation de ce dernier à délivrer le diplôme de doctorat dans les spécialités concernées, seul ou conjointement. Ce même arrêté mentionne, après évaluation périodique de chaque école doctorale, réalisée ou validée par le Haut Conseil de l’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur, la liste des écoles doctorales autorisées à accueillir des doctorants en vue de leur formation doctorale, ainsi que le ou les champs disciplinaires concernés. Des établissements d’enseignement supérieur, des organismes publics de formation ou de recherche et des fondations de recherche peuvent participer à une école doctorale en accueillant des doctorants de cette école au sein d’unités ou d’équipes de recherche reconnues à la suite d’une évaluation menée par le Haut Conseil de l’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur ou par d’autres instances dont il valide les procédures. Cette participation est soumise à l’approbation de la commission de la recherche du conseil académique de l’établissement de rattachement de l’école doctorale ou de l’instance en tenant lieu, après avis du conseil de l’école doctorale et sur proposition de son directeur. La demande d’accréditation comprend, le cas échéant, les modalités de coopération entre l’ensemble des établissements d’enseignement supérieur et de recherche publics concourant à l’école doctorale, telles que définies par une ou plusieurs conventions, ainsi que la liste des équipes et unités de recherche relevant de cette école doctorale. Afin de garantir la connaissance la plus large possible de l’offre de formation doctorale, un annuaire national des écoles doctorales est mis à jour annuellement par les ministres chargés de l’enseignement supérieur et de la recherche.

**Art. 6. –** L’école doctorale est dirigée par un directeur assisté d’un conseil. 27 mai 2016 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 10 sur 142 Le directeur de l’école doctorale est choisi, en son sein, parmi ses membres habilités à diriger des recherches, parmi les professeurs et personnels assimilés au sens de l’article 6 du décret no 92-70 du 16 janvier 1992 relatif au Conseil national des universités et de l’article 5 du décret no 87-31 du 20 janvier 1987 relatif au Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, ou parmi les enseignants de rang équivalent qui ne relèvent pas du ministère chargé de l’enseignement supérieur, ou parmi les personnels des établissements d’enseignement supérieur, des organismes publics de recherche et des fondations de recherche, habilités à diriger des recherches. Il est nommé pour la durée de l’accréditation. Son mandat peut être renouvelé une fois. Lorsqu’une école doctorale relève d’un seul établissement, le directeur de l’école doctorale est nommé par le chef d’établissement après avis de la commission de la recherche du conseil académique, ou de l’instance qui en tient lieu, et du conseil de l’école doctorale. Lorsqu’une école doctorale relève de plusieurs établissements, les chefs d’établissement désignent conjointement le directeur dans les conditions définies par la convention qui les lie, après avis des commissions de la recherche des conseils académiques, ou des instances qui en tiennent lieu, dans les établissements concernés, et du conseil de l’école doctorale.

**Art. 7. –** Le directeur de l’école doctorale met en œuvre le programme d’actions de l’école doctorale, et présente chaque année un rapport d’activité devant la commission de la recherche du conseil académique, ou de l’instance qui en tient lieu dans les établissements concernés.

**Art. 8. –** Chaque chef d’établissement propose à la commission de la recherche du conseil académique ou à l’instance qui en tient lieu l’attribution des financements propres de l’établissement pouvant être alloués aux doctorants inscrits dans l’établissement. Le directeur de l’école doctorale présente chaque année la liste des doctorants bénéficiaires de financements devant le conseil de l’école doctorale et en informe la commission de la recherche du conseil académique, ou de l’instance qui en tient lieu, dans les établissements concernés.

**Art. 9. –** Le conseil de l’école doctorale adopte le programme d’actions de l’école doctorale. Il gère, par ses délibérations, les affaires qui relèvent de l’école doctorale. Le conseil comprend de douze à vingt-six membres. Soixante pour cent de ses membres sont des représentants des établissements, des unités ou équipes de recherche concernées, dont au moins deux représentants des personnels ingénieurs, administratifs ou techniciens. Il est complété, à hauteur de 20 % du total des membres du conseil, arrondi s’il y a lieu à l’unité inférieure, par des doctorants élus parmi et par les doctorants inscrits à l’école doctorale; et pour le reste, sur proposition des membres élus du conseil de l’école doctorale, par des membres extérieurs à l’école doctorale choisis parmi les personnalités qualifiées, dans les domaines scientifiques et dans les secteurs socio-économiques concernés. Sa composition doit permettre une représentation équilibrée des femmes et des hommes. Les règles relatives à l’élection et à la nomination des membres du conseil sont définies suivant des modalités adoptées par le conseil d’administration de l’établissement ou des établissements concernés par l’accréditation.

**Art. 10. –** Le doctorat est préparé dans une école doctorale sous la responsabilité des établissements accrédités, au sein d’une unité ou d’une équipe de recherche reconnue à la suite d’une évaluation par le Haut Conseil de l’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur ou par d’autres instances dont il valide les procédures, et sous la responsabilité d’un directeur de thèse rattaché à cette école, ou dans le cadre d’une codirection telle que mentionnée à l’article 16 du présent arrêté. Le doctorat peut être préparé au sein d’une unité ou d’une équipe de recherche en émergence, sur proposition de l’établissement ou des établissements concernés dans le cadre de leur politique scientifique, sur la base d’une évaluation diligentée à cet effet. L’équipe de recherche concernée est rattachée à une école doctorale, après avis du conseil de cette école, sur proposition du ou des chefs d’établissement.

**Art. 11. –** L’inscription en première année de doctorat est prononcée par le chef d’établissement sur proposition du directeur de l’école doctorale, après avis du directeur de thèse et du directeur de l’unité ou de l’équipe de recherche sur la qualité du projet et les conditions de sa réalisation. Elle vaut admission aux formations dispensées par l’école doctorale. Pour être inscrit en doctorat, le candidat doit être titulaire d’un diplôme national de master ou d’un autre diplôme conférant le grade de master, à l’issue d’un parcours de formation ou d’une expérience professionnelle établissant son aptitude à la recherche. Si cette condition de diplôme n’est pas remplie, le chef d’établissement peut, par dérogation et sur proposition du conseil de l’école doctorale, inscrire en doctorat des personnes ayant effectué des études d’un niveau équivalent ou bénéficiant de la validation des acquis de l’expérience prévue à l’article L. 613-5 du code de l’éducation. La liste des bénéficiaires de ces mesures est présentée chaque année au conseil de l’école doctorale et à la commission de la recherche du conseil académique, ou à l’instance qui en tient lieu dans l’établissement concerné. L’inscription est renouvelée au début de chaque année universitaire par le chef d’établissement, sur proposition du directeur de l’école doctorale, après avis du directeur de thèse et, à partir de la troisième inscription, du comité de suivi individuel du doctorant. En cas de non-renouvellement envisagé, après avis du directeur de thèse, l’avis motivé est notifié au doctorant par le directeur de l’école doctorale. Un deuxième avis peut être demandé par le doctorant auprès de la commission recherche du conseil académique ou de l’instance qui en tient lieu, dans 27 mai 2016 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 10 sur 142 l’établissement concerné. La décision de non-renouvellement est prise par le chef d’établissement, qui notifie celle- ci au doctorant. Lors de l’inscription annuelle en doctorat, le directeur de l’école doctorale vérifie que les conditions scientifiques, matérielles et financières sont assurées pour garantir le bon déroulement des travaux de recherche du doctorant et de préparation de la thèse. Durant le déroulement de ses travaux de recherche, le doctorant est intégré à l’unité ou à l’équipe de recherche qui l’accueille et qui contribue à son accompagnement pendant sa formation. Ses travaux sont valorisés dans ce cadre.

**Art. 12. –** Sous la responsabilité des établissements accrédités, l’école doctorale fixe les conditions de suivi et d’encadrement des doctorants par une charte du doctorat dont elle définit les termes. Cette charte prévoit notamment les modalités de recours à une médiation en cas de conflit entre le doctorant et son directeur de thèse et l’engagement du doctorant à répondre à toute demande d’information relative à son insertion et à son parcours professionnel à l’issue du doctorat. Cette charte est approuvée par le directeur de l’école doctorale, le directeur de l’unité ou de l’équipe de recherche d’accueil, le ou les directeurs de thèse. Elle est signée par le doctorant et le directeur de thèse lors de sa première inscription. Prise en application de cette charte, une convention de formation, signée par le directeur de thèse et par le doctorant, indique les dénominations de l’établissement d’inscription du doctorant, de l’école doctorale et de l’unité ou de l’équipe de recherche d’accueil; elle mentionne également le ou les noms du ou des directeurs de thèse, du directeur de l’unité ou de l’équipe d’accueil, du doctorant ainsi que les droits et devoirs des parties en présence. Cette convention de formation mentionne le sujet du doctorat et la spécialité du diplôme, le cas échéant les conditions de financement du doctorant, ainsi que les éléments suivants: 1o Si le doctorat est mené à temps complet ou à temps partiel; dans ce cas est précisé le statut professionnel du doctorant; 2o Le calendrier du projet de recherche; 3o Les modalités d’encadrement, de suivi de la formation et d’avancement des recherches du doctorant; 4o Les conditions matérielles de réalisation du projet de recherche et, le cas échéant, les conditions de sécurité spécifiques; 5o Les modalités d’intégration dans l’unité ou l’équipe de recherche; 6o Le projet professionnel du doctorant; 7o Le parcours individuel de formation en lien avec ce projet personnel; 8o Les objectifs de valorisation des travaux de recherche du doctorant: diffusion, publication et confidentialité, droit à la propriété intellectuelle selon le champ du programme de doctorat. La convention de formation du doctorant prend en compte les autres conventions existantes. Elle peut être modifiée en tant que de besoin, lors des réinscriptions par accord signé entre les parties. L’établissement d’inscription est le garant de sa mise en œuvre.

**Art. 13. –** Un comité de suivi individuel du doctorant veille au bon déroulement du cursus en s’appuyant sur la charte du doctorat et la convention de formation. Il évalue, dans un entretien avec le doctorant, les conditions de sa formation et les avancées de sa recherche. Il formule des recommandations et transmet un rapport de l’entretien au directeur de l’école doctorale, au doctorant et au directeur de thèse. Il veille notamment à prévenir toute forme de conflit, de discrimination ou de harcèlement. Les modalités de composition, d’organisation et de fonctionnement de ce comité sont fixées par le conseil de l’école doctorale. Les membres de ce comité ne participent pas à la direction du travail du doctorant.

**Art. 14. –** La préparation du doctorat, au sein de l’école doctorale, s’effectue en règle générale en trois ans en équivalent temps plein consacré à la recherche. Dans les autres cas, la durée de préparation du doctorat peut être au plus de six ans. La durée de la formation doctorale du doctorant en situation de handicap peut être prolongée par le chef d’établissement sur demande motivée du doctorant. Si le doctorant a bénéficié d’un congé de maternité, de paternité, d’un congé d’accueil de l’enfant ou d’adoption, d’un congé parental, d’un congé de maladie d’une durée supérieure à quatre mois consécutifs ou d’un congé d’une durée au moins égale à deux mois faisant suite à un accident de travail, la durée de la préparation du doctorat est prolongée si l’intéressé en formule la demande. Des prolongations annuelles peuvent être accordées à titre dérogatoire par le chef d’établissement, sur proposition du directeur de thèse et après avis du comité de suivi et du directeur d’école doctorale, sur demande motivée du doctorant. La liste des bénéficiaires de ces dérogations est présentée chaque année au conseil de l’école doctorale et transmise à la commission de la recherche du conseil académique ou à l’instance qui en tient lieu dans les établissements concernés. A titre exceptionnel, sur demande motivée du doctorant, une période de césure insécable d’une durée maximale d’une année peut intervenir une seule fois, par décision du chef d’établissement où est inscrit le doctorant, après accord de l’employeur, le cas échéant, et avis du directeur de thèse et du directeur de l’école doctorale. Durant cette période, le doctorant suspend temporairement sa formation et son travail de recherche, mais peut demeurer inscrit, s’il le souhaite, au sein de son établissement. Cette période n’est pas comptabilisée dans la durée de la thèse. 27 mai 2016 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 10 sur 142 L’établissement garantit au doctorant qui suspend sa scolarité son inscription au sein de la formation doctorale à la fin de la période de césure.

**Art. 15. –** Au cours de leur cursus, les doctorants suivent des programmes de formation définis au 2o de l’article 3 du présent arrêté. Une formation à la pédagogie est dispensée lorsqu’elle concourt à l’activité ou au projet professionnel du doctorant. Un portfolio du doctorant comprenant la liste individualisée de toutes les activités du doctorant durant sa formation, incluant enseignement, diffusion de la culture scientifique ou transfert de technologie, et valorisant les compétences qu’il a développées pendant la préparation du doctorat, est réalisé. Il est mis à jour régulièrement par le doctorant.

**Art. 16. –** Le doctorant est placé sous le contrôle et la responsabilité d’un directeur de thèse. La direction scientifique du projet doctoral peut être éventuellement assurée conjointement avec un codirecteur. Lorsque la codirection est assurée par une personne du monde socio-économique qui n’appartient pas au monde universitaire, le nombre de codirecteurs peut être porté à deux. Les fonctions de directeur ou de codirecteur de thèse peuvent être exercées: 1o Par les professeurs et personnels assimilés au sens de l’article 6 du décret no 92-70 relatif au Conseil national des universités et de l’article 5 du décret no 87-31 pour les disciplines de santé, ou par des enseignants de rang équivalent qui ne relèvent pas du ministère de l’enseignement supérieur, par les personnels des établissements d’enseignement supérieur, des organismes publics de recherche; 2o Par d’autres personnalités, titulaires d’un doctorat, choisies en raison de leur compétence scientifique par le chef d’établissement, sur proposition du directeur de l’école doctorale et après avis de la commission de la recherche du conseil académique ou de l’instance en tenant lieu dans l’établissement d’inscription. La direction de la thèse peut également être assurée sous forme de codirection instaurée par convention entre un ou deux directeurs de thèse répondant aux conditions fixées ci-dessus et une personne du monde socio-économique reconnue pour ses compétences dans le domaine. La proposition de codirection est soumise à la décision du chef de l’établissement accrédité, sur proposition du directeur de l’école doctorale. Dans ce cas, les doctorants sont placés sous la responsabilité conjointe des codirecteurs de thèse. Le conseil de l’école doctorale fixe le nombre maximum de doctorants encadrés par un directeur de thèse en tenant compte des contraintes liées aux disciplines, notamment les disciplines rares.

**Art. 17. –** L’autorisation de soutenir une thèse est accordée par le chef d’établissement, après avis du directeur de l’école doctorale, sur proposition du directeur de thèse. Les travaux du doctorant sont préalablement examinés par au moins deux rapporteurs désignés par le chef d’établissement, habilités à diriger des recherches ou appartenant à l’une des catégories mentionnées au 1o et au 2o de l’article 16 du présent arrêté, sur proposition du directeur de l’école doctorale, après avis du directeur de thèse. Dans le cas de travaux impliquant des personnes du monde socio-économique qui n’appartiennent pas au monde universitaire, un troisième rapporteur, reconnu pour ses compétences dans le domaine, peut être désigné sur proposition du directeur de l’école doctorale, après avis du directeur de thèse. Sauf si le champ disciplinaire ou le contenu des travaux ne le permettent pas, les deux rapporteurs sont extérieurs à l’école doctorale et à l’établissement du doctorant. Ils peuvent appartenir à des établissements d’enseignement supérieur ou de recherche étrangers ou à d’autres organismes étrangers. Les rapporteurs n’ont pas d’implication dans le travail du doctorant. Les rapporteurs font connaître, au moins quatorze jours avant la date prévue pour la soutenance, leur avis par des rapports écrits; sur cette base, le chef d’établissement autorise la soutenance. Ces rapports sont communiqués au jury et au doctorant avant la soutenance.

**Art. 18. –** Le jury de thèse est désigné par le chef d’établissement après avis du directeur de l’école doctorale et du directeur de thèse. Le nombre des membres du jury est compris entre quatre et huit. Il est composé au moins pour moitié de personnalités françaises ou étrangères, extérieures à l’école doctorale et à l’établissement d’inscription du doctorant et choisies en raison de leur compétence scientifique ou professionnelle dans le champ de recherche concerné, sous réserve des dispositions relatives à la cotutelle internationale de thèse définies au titre III du présent arrêté. Sa composition doit permettre une représentation équilibrée des femmes et des hommes. La moitié du jury au moins doit être composée de professeurs ou personnels assimilés au sens de l’article 6 du décret no 92-70 relatif au Conseil national des universités et de l’article 5 du décret no 87-31 pour les disciplines de santé, ou d’enseignants de rang équivalent qui ne relèvent pas du ministère chargé de l’enseignement supérieur. Les membres du jury désignent parmi eux un président et, le cas échéant, un rapporteur de soutenance. Le président doit être un professeur ou assimilé ou un enseignant de rang équivalent. Le directeur de thèse participe au jury, mais ne prend pas part à la décision. Lorsque plusieurs établissements sont accrédités à délivrer conjointement le doctorat, le jury est désigné par les chefs des établissements concernés dans les conditions fixées par la convention mentionnée à l’article 5 du présent arrêté.

**Art. 19. –** La soutenance est publique, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le chef d’établissement si le sujet de la thèse présente un caractère de confidentialité avéré. 27 mai 2016 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 10 sur 142 Avant la soutenance, le résumé de la thèse est diffusé à l’intérieur de l’établissement ou des établissements bénéficiant d’une accréditation conjointe. Dans le cadre de ses délibérations, le jury apprécie la qualité des travaux du doctorant, leur caractère novateur, l’aptitude du doctorant à les situer dans leur contexte scientifique ainsi que ses qualités d’exposition. Le jury peut demander des corrections conformément à l’article 24 du présent arrêté. Lorsque les travaux correspondent à une recherche collective, la part personnelle de chaque doctorant est appréciée par un mémoire qu’il rédige et présente individuellement au jury. A titre exceptionnel, et à l’exception de son président, les membres du jury peuvent participer à la soutenance par des moyens de visioconférence ou de communication électronique permettant leur identification et leur participation effective à une délibération collégiale et satisfaisant à des caractéristiques techniques garantissant la transmission continue et simultanée des débats. L’admission ou l’ajournement est prononcé après délibération du jury. Le président signe le rapport de soutenance, qui est contresigné par l’ensemble des membres du jury présents à la soutenance. Le rapport de soutenance est communiqué au doctorant dans le mois suivant la soutenance.

**Art. 20. –** Afin de développer la dimension internationale des écoles doctorales et la coopération scientifique entre les équipes de recherche françaises et étrangères, et afin de favoriser la mobilité des doctorants, un établissement d’enseignement supérieur français accrédité à délivrer le doctorat peut conclure avec un ou plusieurs établissements d’enseignement supérieur étrangers, bénéficiant dans leur pays des mêmes prérogatives, une convention visant à organiser une cotutelle internationale de thèse. Les établissements cocontractants sont liés par un principe de réciprocité. Lorsque les règles applicables aux études doctorales dans les pays concernés sont incompatibles entre elles, les établissements français sont autorisés à déroger aux dispositions du titre II du présent arrêté, dans les conditions définies par la convention de cotutelle.

**Art. 21. –** La convention peut être soit une convention-cadre accompagnée, pour chaque thèse, d’une convention d’application, soit une convention conclue spécifiquement pour chaque thèse. Les directeurs de thèse et le doctorant signent, pour la thèse concernée, la convention d’application ou, en l’absence de convention-cadre, la convention conclue spécifiquement pour la thèse. Outre les mentions prévues à l’article D. 613-19 du code de l’éducation concernant les modalités de formation et les modalités de certification, dans le respect des exigences de qualité requises par le présent arrêté, la convention précise les conditions de l’alternance des périodes de formation dans les pays concernés. Elle détermine les modalités de constitution du jury et d’accompagnement matériel, pédagogique et linguistique des étudiants. Elle précise notamment: 1o L’intitulé de la thèse, le nom du directeur de thèse, de l’étudiant, la dénomination des établissements d’enseignement supérieur contractants et la nature du diplôme préparé; 2o La langue dans laquelle est rédigée la thèse; lorsque cette langue n’est pas le français, la rédaction est complétée par un résumé substantiel en langue française; 3o Les modalités de reconnaissance des activités de formations effectuées dans l’un ou l’autre des établissements d’enseignement supérieur; 4o Les modalités de règlement des droits de scolarité conformément aux dispositions pédagogiques retenues, sans que le doctorant puisse être contraint à acquitter les droits dans plusieurs établissements simultanément; 5o Les conditions de prise en charge de la couverture sociale ainsi que les conditions d’hébergement et les aides financières dont le doctorant peut bénéficier pour assurer sa mobilité.

**Art. 22. –** Le doctorant effectue ses travaux sous la responsabilité, dans chacun des pays concernés, d’un directeur de thèse qui exerce ses fonctions d’encadrement en collaboration avec le ou les autres directeurs de thèse.

**Art. 23. –** La thèse donne lieu à une soutenance unique. Conformément aux dispositions de l’article 19 du présent arrêté, le président du jury signe un rapport de soutenance contresigné par les membres du jury. Le ou les diplômes de doctorat sont délivrés par les autorités académiques habilitées à le faire, sur proposition conforme du jury, après la soutenance de la thèse. Par dérogation aux dispositions prévues au titre IV du présent arrêté, les modalités de protection du sujet, de dépôt de signalement et de reproduction des thèses, ainsi que celles de la gestion des résultats de recherche communs aux laboratoires impliqués, de leur publication et de leur exploitation, sont arrêtées conformément aux législations spécifiques à chaque pays impliqué dans la préparation de la thèse et précisées par la convention mentionnée à l’article 20 du présent arrêté.

**Art. 24. –** Le doctorant engagé dans la préparation d’une thèse de doctorat dépose celle-ci un mois avant la date prévue pour la soutenance au service chargé du doctorat de l’établissement d’enseignement supérieur dans lequel celle-ci s’effectue. Le doctorant fournit sa thèse sous forme numérique selon les prescriptions de l’établissement de soutenance. Il fournit en outre des exemplaires sur support papier destinés aux membres du jury, lorsque ceux-ci en ont exprimé la demande. L’établissement assure alors l’impression de la thèse à partir du support numérique. La soutenance est conditionnée par la délivrance au président du jury par le service chargé du doctorat d’une attestation du dépôt de la thèse et du bordereau électronique complété, avec le concours du service chargé du doctorat et du service commun de la documentation ou du service inter établissements de coopération documentaire ou de la bibliothèque, comportant un résumé en français et un résumé en anglais ainsi qu’une liste de mots-clés. Il comprend notamment les métadonnées nécessaires à la description, la gestion, la diffusion et l’archivage de la thèse, conformes à la recommandation nationale TEF (thèses électroniques françaises). Si le jury a demandé l’introduction de corrections dans la thèse, le nouveau docteur dispose d’un délai de trois mois pour déposer sa thèse corrigée sous forme électronique.

**Art. 25. –** L’établissement de soutenance procède au dépôt de la version validée de la thèse dans ses formats de diffusion et d’archivage, ainsi que du bordereau électronique, dans l’application nationale Star, gérée par l’Agence bibliographique de l’enseignement supérieur, qui assure les fonctions suivantes: 1o Enregistrement du dépôt de la version de diffusion et de la version d’archivage de la thèse ainsi que de ses métadonnées; 2o Signalement dans le catalogue Sudoc; 3o Attribution d’un identifiant permanent; 4o Envoi de la version d’archivage, y compris dans le cas d’une thèse non diffusable, au Centre informatique national de l’enseignement supérieur; 5o Le cas échéant, à la demande de l’établissement, envoi des métadonnées ou de la version de diffusion de la thèse vers les sites désignés par celui-ci. Sauf si la thèse présente un caractère de confidentialité avéré, sa diffusion est assurée dans l’établissement de soutenance et au sein de l’ensemble de la communauté universitaire. La diffusion en ligne de la thèse au-delà de ce périmètre est subordonnée à l’autorisation de son auteur, sous réserve de l’absence de clause de confidentialité.

**Art. 26. –** Les écoles doctorales accréditées à la date de l’entrée en vigueur du présent arrêté le restent jusqu’à la prochaine vague d’accréditations de l’établissement dans lequel elles sont constituées.

**Art. 27. –** Les dispositions de l’article 19 de l’arrêté du 5 juillet 1984 relatif aux études doctorales et l’arrêté du 4 décembre 1984 fixant les mesures transitoires relatives aux inscriptions en doctorat d’Etat sont abrogés à compter du 1er septembre 2018.

**Art. 28. –** Sont abrogés: 1o L’arrêté du 3 septembre 1998 relatif à la charte des thèses; 2o L’arrêté du 6 janvier 2005 relatif à la cotutelle internationale de thèse; 3o L’arrêté du 7 août 2006 relatif à la formation doctorale; 4o L’arrêté du 7 août 2006 relatif aux modalités de dépôt, de signalement, de reproduction, de diffusion et de conservation des thèses ou des travaux présentés en soutenance en vue du doctorat.

**Art. 29. –** Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1er septembre 2016.

**Art. 30. –** La directrice générale de l’enseignement supérieur et de l’insertion professionnelle est chargée de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 25 mai 2016. *La ministre de l’éducation nationale, de l’enseignement supérieur et de la recherche,* NAJAT VALLAUD-BELKACEM *Le secrétaire d’Etat chargé de l’enseignement supérieur et de la recherche,* THIERRY MANDON

*Cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat*

* ***Arrêté du 1er juillet 2016 modifiant l’arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat :***

**MINISTÈRE DE L’ÉDUCATION NATIONALE, DE L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE**

**Arrêter :**

**Art. 1. –** L’arrêté du 25 mai 2016 susvisé est ainsi modifié: 1o Au troisième alinéa de l’article 9, les mots: «membres élus» sont remplacés par le mot: «membres»; 2o Au 1o de l’article 16, après les mots: «des organismes publics de recherche», sont ajoutés les mots: «et des fondations de recherche, titulaires d’une habilitation à diriger des recherches».

**Art. 2. –** Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 1er juillet 2016.

*Contrat Doctoral*

**MINISTÈRE DE L’ÉDUCATION NATIONALE, DE L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE**

**Arrêter :**

**Art. 1er. –** A l’article 2 du décret du 23 avril 2009 susvisé, les mots: «ayant une mission statutaire d’enseignement supérieur ou de recherche» sont remplacés par les mots: «dont les statuts prévoient une mission d’enseignement supérieur ou de recherche».

**Art. 2. –** L’article 3 du même décret est ainsi modifié: 1oLe deuxième alinéa est remplacé par les deux alinéas suivants: «Le contrat doctoral est écrit, il précise sa date d’effet, son échéance et les activités confiées au doctorant contractuel prévues à l’article 5. La nature et la durée de ces activités peuvent être modifiées chaque année par avenant, après avis du directeur de l’école doctorale et du directeur de thèse. «Il prend effet dans l’année qui suit la première inscription en doctorat, sauf dérogation accordée par le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d’un conseil académique, par le conseil scientifique de l’établissement employeur ou par l’organe en tenant lieu, siégeant en formation restreinte aux enseignants- chercheurs et personnels assimilés.»; 2oLe dernier alinéa est remplacé par l’alinéa suivant: 31 août 2016 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 7 sur 92 «Si l’inscription en doctorat n’est pas renouvelée, il est mis fin de plein droit au contrat de doctorant contractuel. Dans l’hypothèse où ce non-renouvellement est à l’initiative de l’établissement, la rupture du contrat s’effectue dans les conditions et avec les indemnités prévues au chapitre II du titre XI et au titre XII du décret du 17 janvier 1986 susvisé.»

**Art. 3. –** L’article 5 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes: « *Art. 5. –* Le service du doctorant contractuel peut être exclusivement consacré aux activités de recherche liées à la préparation du doctorat ou inclure, outre ces activités de recherche, des activités complémentaires. Ces activités complémentaires peuvent comprendre: – une mission d’enseignement, y compris dans le domaine de la formation continue, pour un service au plus égal à un tiers du service annuel d’enseignement de référence des enseignants chercheurs, défini à l’article 7 du décret du 6 juin 1984 susvisé; – une mission dans les domaines de la diffusion de l’information scientifique et technique et de la valorisation des résultats de la recherche, dont la durée annuelle ne peut excéder 32 jours de travail; – une mission d’expertise effectuée dans une entreprise, une collectivité territoriale, une administration, un établissement public, une association ou une fondation dont la durée annuelle ne peut excéder 32 jours de travail. La durée totale des activités complémentaires aux activités de recherche confiées au doctorant dans le cadre du contrat doctoral ne peut excéder un sixième de la durée annuelle de travail effectif fixée par le décret du 25 août 2000 susvisé. Dans la mesure où le service du doctorant contractuel ne comprend que des activités de recherche ou s’il comprend des activités complémentaires dont la durée annuelle cumulée est inférieure au sixième de la durée de travail effectif fixée par le décret du 25 août 2000 susvisé, des activités d’enseignement ou d’expertise peuvent lui être confiées en dehors du contrat doctoral, dans le cadre d’un cumul d’activités, dans les conditions précisées par le décret no 2007-648 du 2 mai 2007 relatif au cumul d’activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l’Etat. La durée totale cumulée de ces activités et des activités complémentaires prévues dans le contrat doctoral ne peut excéder un sixième de la durée de travail effectif fixée par le décret du 25 août 2000 susvisé. Les doctorants contractuels ne peuvent exercer aucune autre activité d’enseignement ou d’expertise ou autre en dehors de celles prévues au présent article.»

**Art. 4. –** Après l’article 5 du même décret, il est inséré un article 5-1 ainsi rédigé: « *Art. 5-1. –* Lorsque les doctorants contractuels assurent un service d’enseignement, ils sont soumis aux diverses obligations qu’implique cette activité et participent notamment au contrôle des connaissances et aux examens relevant de leurs enseignements. L’exécution de ces tâches ne donne lieu ni à une rémunération supplémentaire ni à une réduction des obligations de service prévues par le contrat.»

**Art. 5. –** Après l’article 5 du même décret, il est inséré un article 5-2 ainsi rédigé: « *Art. 5-2. –* Les activités de recherche peuvent être effectuées dans un établissement différent de celui qui emploie le doctorant contractuel à condition que ces établissements: – soient parties prenantes d’un même regroupement prévu au 2o de l’article L. 718-3 du code de l’éducation; – ou participent à une même école doctorale. Les activités autres que celles consacrées aux travaux de recherche accomplis en vue de la préparation du doctorat peuvent être effectuées dans un établissement différent de celui qui emploie le doctorant contractuel. Dans le cadre d’une thèse réalisée en cotutelle dans les conditions prévues au titre III de l’arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat, les activités de recherche et les activités complémentaires peuvent être effectuées dans les établissements d’enseignement supérieur étrangers concernés. La mise en œuvre des dispositions prévues au présent article est subordonnée à la conclusion d’une convention entre les établissements concernés. Cette convention prévoit la définition des activités confiées au doctorant contractuel, leurs modalités d’exécution et d’évaluation ainsi que la contribution éventuellement versée par les établissements d’accueil au profit de l’établissement employeur.»

**Art. 6. –** Après l’article 5 du même décret, il est inséré un article 5-3 ainsi rédigé: « *Art. 5-3. –* Conformément aux stipulations du contrat doctoral, le président ou le directeur de l’établissement arrête le service du doctorant contractuel chaque année sur proposition du directeur de l’école doctorale, après avis du directeur de thèse et du directeur de l’unité de recherche ou de l’équipe de recherche concernée et avis du doctorant contractuel. L’exercice des missions complémentaires prévues dans le contrat doctoral peut être reporté, durant l’exécution du contrat, d’une ou deux années, sur demande du doctorant contractuel après avis du directeur de l’école doctorale, du directeur de thèse et du directeur de l’unité de recherche ou de l’équipe de recherche concernée, nonobstant les dispositions du sixième alinéa de l’article 5 du présent décret.»

**Art. 7. –** Au deuxième alinéa de l’article 6 de ce même décret, après les mots: «de l’établissement employeur», sont insérés les mots: «et dans la convention de formation prévue à l’article 12 de l’arrêté 31 août 2016 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 7 sur 92 du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat».

**Art. 8. –** L’article 7 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes: « *Art. 7. –* Le contrat doctoral peut être prolongé par avenant deux fois pour une durée maximale d’un an chacune. Lorsque le doctorant contractuel relève de l’une des dispositions des 1o, 2o, 3o, 4o, 9o, 10o et 11o de l’article L. 5212-13 du code du travail, le contrat peut être prolongé d’un an supplémentaire. Ces prolongations sont accordées par le président ou le directeur de l’établissement au vu de la demande motivée, présentée par l’intéressé, sur proposition du directeur de l’école doctorale après avis du directeur de thèse et du directeur de l’unité ou équipe de recherche concernée.»

**Art. 9. –** L’article 8 du même décret est modifié ainsi qu’il suit: 1oAu premier alinéa, après les mots: «suite à un accident de travail», sont insérés les mots: «ou d’un congé accordé au titre des dispositions du titre V du décret no 86-83 du 17 janvier 1986 susvisé à l’exception de celles de l’article 22,»; 2oIl est ajouté un second alinéa ainsi rédigé: «La durée cumulée des prorogations accordées au titre du présent article ne peut excéder un an.»

**Art. 10. –** Après l’article 8 du même décret, il est inséré un article 8-1 ainsi rédigé: « *Art. 8-1. –* Les doctorants contractuels peuvent bénéficier d’un congé non rémunéré d’une durée d’un an maximum durant la période de césure prévue à l’article 14 de l’arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat. La durée du contrat est prolongée par avenant de la durée du congé. Ce congé est accordé par le président ou le directeur de l’établissement au vu de la demande motivée, présentée par l’intéressé, sur proposition du directeur de l’école doctorale après avis du directeur de thèse et du directeur de l’unité ou équipe de recherche concernée.»

**Art. 11. –** L’article 9 du même décret est modifié ainsi qu’il suit: Les mots: «Sous réserve des dispositions des articles 7 et 8» sont remplacés par les mots: «Sous réserve des dispositions des articles 7, 8 et 8-1».

**Art. 12. –** Après l’article 9 du même décret, il est inséré un article 9-1 ainsi rédigé: « *Art. 9-1. –* Nonobstant l’application des articles 7, 8 et 8-1, la durée du contrat doctoral ne peut excéder six ans.»

**Art. 13. –** L’article 10 du même décret est modifié ainsi qu’il suit: 1oAu premier alinéa, les chiffres: «1-2,», «6,», «29,» sont supprimés et les chiffres: «VIII *bis,* IX, IX *bis* et IX *ter*» sont remplacés par les chiffres: «VIII *bis* et IX»; 2oLe second alinéa est supprimé.

**Art. 14. –** Les dispositions du présent décret entrent en vigueur à compter du 1er septembre 2016. Toutefois, les dispositions du décret du 23 avril 2009 susvisé, à l’exception de celles prévues aux articles 8 et 10, demeurent applicables dans leur rédaction antérieure à l’entrée en vigueur du présent décret aux doctorants contractuels en fonctions avant le 1er septembre 2016.

**Art. 15. –** Les commissions consultatives paritaires des doctorants contractuels en place à la date de publication du présent décret demeurent compétentes jusqu’au prochain renouvellement général des instances représentatives du personnel de la fonction publique. Durant la même période, le mandat de leurs membres est maintenu.

**Art. 16. –** La ministre de l’éducation nationale, de l’enseignement supérieur et de la recherche, le ministre des finances et des comptes publics, la ministre de la fonction publique, le secrétaire d’Etat chargé de l’enseignement supérieur et de la recherche et le secrétaire d’Etat chargé du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 29 août 2016.

*Montant de la rémunération du doctorant contractuel*

* ***Arrêté du 29 août 2016 fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel :***

**MINISTÈRE DE L’ÉDUCATION NATIONALE, DE L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE**

**Arrêter :**

**Art. 1er. –** La rémunération mensuelle minimale des doctorants contractuels est fixée à 1758 euros brut, sous réserve des dispositions prévues à l’article 2 du présent arrêté.

**Art. 2. –** Lorsqu’en application des dispositions de l’article 5 du décret no 2009-464 du 23 avril 2009 susvisé le service des doctorants contractuels intègre des activités complémentaires aux activités de recherche un complément de rémunération est versé aux doctorants contractuels. Le montant de ce complément annuel est calculé de la manière suivante: – chaque heure d’enseignement est rémunérée au minimum au taux fixé pour les travaux dirigés par l’arrêté du 6 novembre 1989 susvisé; – chaque journée de travail consacrée aux activités d’expertise, de diffusion de l’information scientifique et technique et de valorisation des résultats de la recherche est rémunérée au minimum au double du taux fixé pour les travaux dirigés par l’arrêté du 6 novembre 1989 susvisé. Ce complément est versé mensuellement.

**Art. 3. –** L’arrêté du 23 avril 2009 fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel est abrogé. Toutefois, les doctorants contractuels qui sont en fonction avant le 1er septembre 2016 demeurent rémunérés conformément aux dispositions de l’arrêté du 23 avril 2009.

**Art. 4. –** Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1er septembre 2016.

**Art. 5. –** Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 29 août 2016.

* ***Décret no 2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d’enseignement supérieur ou de recherche :***

**MINISTÈRE DE L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE**

**Arrêter :**

**Art. 1er. –** Afin d’encourager la formation à la recherche et par la recherche des diplômés de l’enseignement supérieur au niveau du doctorat et de faciliter leur orientation tant vers les activités de recherche que vers d’autres activités de l’économie, de l’enseignement et de la culture, les établissements publics mentionnés à l’article 2 du présent décret peuvent, en application des dispositions de l’article L. 412-2 du code de la recherche, recruter des étudiants inscrits en vue de la préparation d’un doctorat par un contrat dénommé « contrat doctoral ».

Le recrutement et l’exercice des fonctions du doctorant contractuel s’effectuent dans les conditions prévues par le présent décret.

**Art. 2. −** Les doctorants contractuels sont recrutés par les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, les établissements publics administratifs d’enseignement supérieur, les établissements publics scientifiques et technologiques et les autres établissements publics administratifs ayant une mission statutaire d’enseignement supérieur ou de recherche.

**Art. 3. −** Le président ou le directeur de l’établissement recrute le doctorant contractuel par contrat d’une durée de trois ans, sur proposition du directeur de l’école doctorale, après avis du directeur de thèse et du directeur de l’unité ou équipe de recherche concernée.

Le contrat doctoral est écrit, il précise sa date d’effet qui doit intervenir au plus tard six mois après la première inscription en doctorat, sauf dérogation du conseil scientifique de l’établissement employeur, son échéance et l’objet du service confié au doctorant contractuel. Le cas échéant, est précisée la nature des activités autres que les activités de recherche liées à la préparation du doctorat que le doctorant contractuel accepte d’exercer. La liste de ces activités peut être modifiée chaque année par avenant.

Le contrat peut comporter une période d’essai d’une durée de deux mois. Durant cette période, le contrat peut être rompu par l’une ou l’autre des parties, sans indemnité ni préavis, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si l’inscription en doctorat n’est pas renouvelée, il est mis fin de plein droit au contrat de doctorant contractuel au terme de la première ou de la deuxième année du contrat, dans les conditions et avec les indemnités prévues aux titres XI et XII du décret du 17 janvier 1986 susvisé.

**Art. 4. −** La durée annuelle de travail effectif des doctorants contractuels est fixée par le décret du

25 août 2000 susvisé.

**Art. 5. −** Conformément aux stipulations du contrat doctoral prévues au deuxième alinéa de l’article 3, le président ou le directeur de l’établissement arrête le service du doctorant contractuel chaque année sur proposition du directeur de l’école doctorale, après avis du directeur de thèse et du directeur de l’unité de recherche ou de l’équipe de recherche concernée et avis du doctorant contractuel.

Le service du doctorant contractuel peut être exclusivement consacré aux activités de recherche liées à la préparation du doctorat ou inclure, outre ces activités de recherche, un service annuel égal au sixième de la durée annuelle de travail effectif fixée par le décret du 25 août 2000 susvisé et consacré aux activités suivantes :

– enseignement dans le cadre d’une équipe pédagogique, pour un service égal au plus au tiers du service annuel d’enseignement de référence des enseignants-chercheurs, défini à l’article 7 du décret du 6 juin 1984 susvisé ;

– diffusion de l’information scientifique et technique ;

– valorisation des résultats de la recherche scientifique et technique ;

– missions d’expertise effectuées dans une entreprise, une collectivité territoriale, une administration, un établissement public, une association ou une fondation.

Aucune heure ni aucun service complémentaire lié à l’une de ces activités ne peut lui être confié.

Lorsque les doctorants contractuels assurent un service d’enseignement, ils sont soumis aux diverses obligations qu’implique cette activité et participent notamment au contrôle des connaissances et aux examens relevant de leurs enseignements. L’exécution de ces tâches ne donne lieu ni à une rémunération supplémentaire ni à une réduction des obligations de service fixées au présent article.

Les activités autres que celles consacrées aux travaux de recherche accomplis en vue de la préparation du doctorat peuvent être effectuées dans un établissement différent de celui qui emploie le doctorant contractuel.

Cette modalité est subordonnée à la conclusion d’une convention entre l’établissement dont relève l’intéressé, le doctorant contractuel et l’établissement d’accueil. Cette convention prévoit la définition des activités confiées au doctorant contractuel, leurs modalités d’exécution et d’évaluation, ainsi que la contribution versée par l’établissement d’accueil au profit de l’établissement qui emploie l’intéressé.

**Art. 6. −** L’établissement employeur s’assure que le doctorant contractuel bénéficie des dispositifs d’encadrement et des formations utiles à l’accomplissement de l’ensemble des missions qui lui sont confiées.

Ces dispositifs de formation sont inscrits dans le plan de formation de l’établissement employeur.

**Art. 7. −** Ce contrat peut être prolongé par avenant pour une durée maximale d’un an si des circonstances exceptionnelles concernant les travaux de recherche du doctorant contractuel le justifient. Cette prolongation est prononcée par le président ou le directeur de l’établissement au vu de la demande motivée présentée par l’intéressé, sur proposition du directeur de l’école doctorale après avis du directeur de thèse et du directeur de l’unité ou équipe de recherche concernée.

**Art. 8. −** Si, durant l’exécution du contrat, le doctorant a bénéficié d’un congé de maternité, de paternité, d’un congé d’adoption, d’un congé de maladie d’une durée supérieure à quatre mois consécutifs ou d’un congé d’une durée au moins égale à deux mois faisant suite à un accident de travail, la durée du contrat peut être prorogée par avenant si l’intéressé en formule la demande avant l’expiration de son contrat initial. La durée de cette prorogation est au plus égale à la durée du congé obtenu dans la limite de douze mois.

**Art. 9. −** Sous réserve des dispositions des articles 7 et 8 du présent décret, la durée totale des fonctions exercées en qualité de doctorant contractuel ne peut excéder quatre ans dans un ou plusieurs des établissements mentionnés à l’article 2 du présent décret.

**Art. 10. –** Les dispositions du décret du 17 janvier 1986 susvisé, à l’exception des articles 1er, 1-2, 1-3, 1-4, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 22, 28, 28-1, 29, 45 et des titres VIII bis, IX, IX bis et IX ter, sont applicables aux personnels régis par le présent décret

Une commission consultative est instituée par le règlement intérieur de chaque établissement pour connaître des questions d’ordre individuel relatives à la situation professionnelle des doctorants contractuels. Elle comporte, en proportion égale, des représentants du conseil scientifique et des représentants élus des doctorants contractuels. Cette commission rend des avis motivés au chef d’établissement. Elle peut être saisie à l’initiative de tout doctorant contractuel ou du chef d’établissement.

**Art. 11. −** Pour l’ouverture des droits à congés, l’ancienneté des doctorants contractuels est décomptée à partir de la date à laquelle le contrat en cours a été initialement conclu.

**Art. 12. −** La rémunération minimale des services mentionnés à l’article 5 est fixée par arrêté des ministres chargés de l’enseignement supérieur, de la recherche et du budget.

**Art. 13. −** Au deuxième alinéa de l’article 8 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, après les mots : « bénéfice de l’allocation de recherche » sont ajoutés les mots : « ou l’exercice des fonctions de doctorant contractuel dans les conditions fixées par le décret no 2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d’enseignement supérieur ou de recherche ».

**Art. 14. −** Sont abrogés :

– le décret no 85-402 du 3 avril 1985 modifié relatif aux allocations de recherche ;

– le décret no 89-794 du 30 octobre 1989 modifié relatif au monitorat d’initiation à l’enseignement supérieur.

Toutefois, les allocataires de recherche et les moniteurs de l’enseignement supérieur qui sont en fonction à la date de publication du présent décret demeurent régis par les stipulations du ou des contrat(s) qu’ils ont souscrit(s) conformément aux dispositions du décret du 3 avril 1985 et du décret du 30 octobre 1989 susmentionnés et rémunérés conformément aux dispositions des arrêtés pris sur leur fondement pour la durée de leur engagement restant à courir.

**Art. 15. −** La ministre de l’enseignement supérieur et de la recherche, le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique et le secrétaire d’Etat chargé de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 avril 2009

* ***Décret no 2015-455 du 21 avril 2015 fixant des dispositions dérogatoires à la proportion minimale de quarante pour cent de chaque sexe dans la composition des comités de sélection des concours de recrutement des professeurs des universités :***

**MINISTÈRE DE L’ÉDUCATION NATIONALE, DE L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE**

Arrêter :

**Art. 1er. –** Pour une durée de deux ans à compter de l’entrée en vigueur du présent décret, la liste des disciplines pouvant déroger à la proportion minimale de 40 % de personnes de chaque sexe au sein de chaque comité de sélection institué en vue des concours de recrutement des professeurs des universités et les proportions minimales dérogatoires que doivent respecter chacune de ces disciplines sont fixées ainsi qu’il suit:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ***Disciplines*** | ***Section du conseil national des universités*** | ***PROPORTION MINIMALE dérogatoire*** |
| Science politique | 04 | 33 % |
| Mathématiques | 25 | 14 % |
| Mathématiques appliquées et applications des mathématiques | 26 | 30 % |
| Milieux denses et matériaux | 28 | 26 % |
| Constituants élémentaires | 29 | 18 % |
| Milieux dilués et optique | 30 | 29 % |
| Structure et évolution de la Terre et des autres planètes | 35 | 22 % |
| Terre solide: géodynamique des enveloppes supérieures, paléobio-sphère | 36 | 18 % |
| Mécanique, génie mécanique, génie civil | 60 | 17 % |
| Génie informatique, automatique et traitement du signal | 61 | 21 % |
| Génie électrique, électronique, photonique et systèmes | 63 | 22 % |

**Art. 2. –** La ministre de l’éducation nationale, de l’enseignement supérieur et de la recherche, le ministre des finances et des comptes publics, la ministre de la décentralisation et de la fonction publique et le secrétaire d’Etat chargé du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française. Fait le 21 avril 2015.

* ***Liste des personnels assimilés aux professeurs des universités :***

